

La Chambre connaissant tous les tenants et les aboutissants de la question, je me borne-rais à mentionner les points saillants à prendre en considération pour déterminer si un débat est urgent. Selon des témoignages dignes de foi, plus de 6,000 personnes, en majorité des enfants, meurent de faim chaque jour au Biafra, et il est urgent d'envoyer des vivres pour soulager cette famine. Cela est indiscutable.

Il y a un peu plus de deux semaines, le député d'Egmont (M. MacDonald) et moi-même avons visité São Tomé et le Biafra. Nous avons demandé comment nous pourrions les aider. Nous avons appris que le pont aérien qui relie la nuit São Tomé et la piste d'atterrissage d'Uli, en territoire biafrais occupé, était le meilleur moyen pour acheminer les secours. Ce pont aérien est assuré, sans but politique, par l'organisation internationale Caritas et par les Églises protestantes, à l'aide d'avions prêtés, notamment par le gouvernement suédois et par le gouvernement d'Allemagne de l'Ouest, et nolisés par les associations confessionnelles.

Lorsque nous avons demandé au préposé, qui est Canadien, la meilleure formule pour augmenter les approvisionnements, il a répondu: «Les avions Hercules sont requis d'urgence, parce qu'ils peuvent transporter quelque 20 tonnes par voyage» comparativement à environ 10 tonnes pour les appareils présentement en usage. Il a indiqué que les avions Hercules étaient munis de portes appropriées qui permettent un chargement et un déchargement plus rapides. Il a ajouté: «Je donnerais n'importe quoi pour un seul appareil Hercules».

Au retour, nous avons rapporté ces faits au secrétaire d'État aux Affaires extérieures à New York le 8 octobre. Vers cette date, le ministre avait annoncé que le gouvernement du Nigéria consentait au transport d'approvisionnement vers le territoire occupé du Biafra par un avion canadien, en collaboration avec la Croix-Rouge internationale, et il avait indiqué l'intention du gouvernement canadien de fournir cet avion Hercules.

Le même jour, 8 octobre, avait lieu à New York dans les bureaux du gouvernement nigérian aux Nations Unies une réunion organisée par le ministère des Affaires extérieures. En présence de représentants de ce ministère, du secrétaire parlementaire du secrétaire d'État aux Affaires extérieures, de plusieurs autres membres du Parlement faisant partie de la délégation du Canada aux Nations Unies, du député d'Egmont et de moi-même, M. Arikpo, distingué commissaire du Nigéria aux Affaires étrangères, a déclaré que le gouvernement du Nigéria consentait à

autoriser le gouvernement canadien à prêter un avion à la Croix-Rouge pour qu'elle assure le pont aérien d'urgence à destination du Biafra.

Sachant alors à quel point les Églises avaient besoin d'avions Hercules pour mener à bien leurs opérations à partir de São Tomé et connaissant l'efficacité de ces opérations, j'ai demandé expressément à M. Arikpo si son consentement visait aussi les appareils Hercules fournis à cette fin. Il m'a répondu par un oui sans équivoque, à une seule condition, que la Croix-Rouge fournisse un inspecteur pour vérifier les cargaisons et les insignes à apposer sur les avions utilisés.

Nous savons tous que depuis lors, le gouvernement canadien a dépêché deux Hercules en Afrique—ou peut-être était-ce trois mais, sauf erreur, deux se sont envolés vers l'Afrique—dont l'un d'eux, je crois, se trouve au Lagos, celui que l'on se proposait d'utiliser pour ravitailler les régions du Biafra occupées par les forces nigérianes. Un autre avion est à Tenerife, prêt à se rendre à Fernando Po, et un troisième au Brésil. Je crois que ce dernier est encore au Brésil, prêt à décoller au besoin.

Ces projets ont échoué. On a laissé entendre que les pistes d'atterrissage dans les régions du Biafra occupées par les forces nigérianes sont impropres à l'atterrissage ou encore que les autorités militaires nigérianes ne veulent pas donner leur consentement définitif. Quant au pont aérien réalisé à partir de Fernando Po, la difficulté semble résider dans la prise de contact avec le gouvernement de la Guinée équatoriale. Mais il reste un moyen d'atterrir au Biafra, et c'est à partir de la base de São Tomé. Cette base s'est révélée la meilleure et la plus prometteuse de toutes, et à cet égard, une situation fort étrange s'est produite. Mardi dernier, j'ai posé une question au secrétaire d'État aux Affaires extérieures et il m'a répondu:

...je n'ai pu en établir la véracité...

Il s'agit de la déclaration du ministre des Affaires étrangères du Nigéria selon laquelle il ne mettrait aucun obstacle au vol en provenance de São Tomé, si la Croix-Rouge surveillait l'opération.

...mais je poursuis mon enquête.

Je lui ai de nouveau posé la question mer-credi et le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a alors répété qu'il s'efforçait de savoir si c'était vrai, mais que, malheureusement, le commissaire aux Affaires étrangères du Nigéria se trouvait à l'hôpital.

J'ai beaucoup de peine à comprendre que le ministre doive tarder à découvrir si oui ou